



Préfets tout-puissants sur l'Environnement? La FEETS-FO alerte le Premier ministre

Ref. : ZN/LJ/25100

Paris, le 4 juillet 2025

Suite aux dernières déclaration du ministre de l'Intérieur contre les énergies renouvelables, la FEETS-FO appelle solennellement le Premier ministre à retirer les projets de textes actuellement en consultation, visant à élargir massivement le pouvoir des préfets sur tous les services et opérateurs de l'État, notamment dans les domaines de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Ces projets menacent de soumettre l'expertise publique à un pouvoir préfectoral sans contre-pouvoir réel, avec un droit élargi de dérogation aux normes, y compris environnementales. Un tel système ferait voler en éclats l'équilibre interministériel et sacrifierait l'intérêt général à la logique d'ordre local.

Alors que le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, leur tutelle unique, multiplie les attaques contre les énergies renouvelables, comment justifier de placer les politiques écologiques sous la coupe de ses préfets ? Pour FO, ce serait l'enterrement de la transition écologique par décret.

Nous appelons le Premier ministre à retirer ces projets de textes, à remettre en place les conditions d'un portage réellement interministériel des politiques publiques au niveau départemental, en articulation et complémentarité avec les services et opérateurs des ministères et non dans un rapport de prédation.

FEETS FO

Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services **FORCE OUVRIERE**
46 rue des petites écuries 75010 Paris

✉ contact@feetsfo.fr

💻 www.feetsfo.fr

☎ 01 44 83 86 20

🖨 01 48 24 38 32





Monsieur François Bayrou

Premier ministre

Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 Paris

Paris, le 04/07/2025

N/Réf : ZN/LJ/25099

Objet : Lettre ouverte - Abandon des projets de textes visant à renforcer le pouvoir préfectoral sur les services et opérateurs de l'État en matière d'Environnement

Monsieur le Premier ministre,

La FEETS-FO, première organisation syndicale représentative des agents du pôle ministériel MAT/MTE, vous alerte solennellement sur les conséquences dramatiques que feraient peser sur l'action publique les projets de textes actuellement soumis à consultation, visant à renforcer considérablement le pouvoir des préfets.

Ces projets institueraient un pilotage préfectoral élargi à l'ensemble des services déconcentrés et opérateurs de l'État, y compris ceux dépendant de ministères techniques comme l'Écologie, et permettraient un recours accru aux dérogations préfectorales aux normes, notamment en matière environnementale.

Un tel basculement revient à soumettre les politiques publiques à l'arbitraire local et à affaiblir gravement la capacité de l'État à conduire des politiques cohérentes, égalitaires, intégrant les enjeux de moyen et long termes, condition pour atteindre les objectifs issus des engagements nationaux, européens et internationaux.

La concentration des pouvoirs entre les mains d'un représentant unique de l'État, sous autorité d'un seul ministre, sans garanties suffisantes sur le respect de la pluralité ministérielle et des objectifs d'intérêt général, constitue une régression démocratique. Elle expose les agents de terrain à des pressions politiques et opérationnelles incompatibles avec leur mission de service public, en particulier dans les domaines sensibles comme l'environnement.

Ce projet est d'autant plus préoccupant que le ministre de l'Intérieur, en charge exclusive du pilotage de l'État territorial (rôle exercé légitimement par le Premier ministre jusqu'en 2020), affiche des positions publiques hostiles à des pans entiers de la transition écologique, notamment aux énergies renouvelables. Comment dès lors garantir la neutralité et l'efficacité des politiques portées par les agents du service public au plus près du terrain ?

FEETS FO

Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services **FORCE OUVRIERE**
46 rue des petites écuries 75010 Paris



contact@feetsfo.fr



www.feetsfo.fr



01 44 83 86 20



01 48 24 38 32



Monsieur le Premier ministre, nous vous demandons de retirer ces projets de textes, qui remettent en cause les fondements de l'organisation de l'État républicain, affaiblissent l'expertise publique et menacent la capacité de l'État à tenir ses engagements, notamment environnementaux.

Les agents n'ont pas à choisir entre loyauté à la République et obéissance à une hiérarchie locale sous tutelle unique d'un ministre assumant des positions contre les politiques environnementales. Nous comptons sur vous pour ne pas franchir cette ligne rouge, et rétablir les conditions d'un pilotage réellement interministériel du niveau départemental de l'Etat.

Veillez croire, Monsieur le Premier ministre, en l'assurance de notre haute considération.

Le Secrétaire général



Zaïnil NIZARALY

